



## Appel à candidature pour un contrat doctoral

### « La fabrique des marchés de biens et services essentiels en Afrique : vers de nouvelles normes d'accès universel ? »

Programme ANR MARSE (2025-2029)

#### Présentation générale

---

Le contrat doctoral s'inscrit dans le cadre du projet ANR MARSE qui interroge les processus de construction sociale, politique et économique des marchés de biens et services essentiels en relation avec les Objectifs du développement durable (ODD). En articulant les échelles internationale, nationale et locale, il questionne la notion d'accès universel à l'aune des inégalités des offres, au cœur des enjeux de soutenabilité. L'analyse est instruite à partir de deux secteurs emblématiques des biens dits essentiels, l'eau et l'électricité, en privilégiant des terrains au Sénégal.

Le projet implique trois laboratoires français – LEREPS (Toulouse), PACTE (Grenoble) et CLERSE (Lille) ainsi que deux universités sénégalaises – UCAD (Dakar) et Université de Ziguinchor. L'équipe de coordination associe Catherine Baron, Pascale Trompette, Arnaud Buchs et Pierre Robert. Le consortium dans son ensemble soutient une approche pluridisciplinaire au croisement de la sociologie économique, des approches institutionnalistes en économie, de la sociologie de l'action publique et de l'aménagement.

Au sein de ce projet, la recherche doctorale porte plus directement sur le déploiement de nouvelles offres d'accès à l'eau et à l'électricité dans le cadre des politiques publiques en lien avec les ODD ainsi qu'au rôle que jouent les acteurs privés dans le renouvellement des configurations marchandes. Il s'intéresse à la diversification de l'offre et des modalités d'accès sur différents territoires au Sénégal (ruraux, semi-urbains et urbains) et à ses implications en termes d'inégalités sociales et d'évolution des normes de l'accès universel. Les terrains d'étude se déploient de façon privilégiée au Sénégal en ouvrant sur une possible mise en perspective à partir d'autres pays d'Afrique à moyen terme.

#### Contexte et projet scientifique

---

L'accès universel aux biens et services dits « essentiels » (b&s-ess) est devenu une composante centrale d'un nouvel agenda international du développement (Mattoo et al. 2006 ; Boidin et Ndour 2013), consacré initialement par les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000 et réaffirmé avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015. Ce référentiel de l'universalisation de l'accès accompagne un tournant des politiques de développement marqué par plusieurs inflexions majeures. Celles-ci font prévaloir, après l'ère des réformes néolibérales des années 1990, la montée en

puissance des enjeux de financiarisation du développement (Chiapello et al., 2023) et une convergence affirmée entre la lutte contre la crise climatique et celle contre la pauvreté (Stern, 2007). Sur le continent africain, ce tournant favorise un processus d'institutionnalisation des marchés de b&s-ess visant à accroître la couverture de l'accès en attirant des capitaux investisseurs, en stimulant l'innovation et en promouvant de nouvelles configurations marchandes de l'offre. Il ouvre la voie à une diversification des modes et sources de financement (fonds climat, *blended finance*, participation en *equity*, etc.) et des instruments de partenariats publics privés. A côté des grandes firmes multinationales intervenues dès les années 1990 dans la distribution, les projets d'infrastructures font place aux producteurs indépendants, *Independent Power Producers* (IPP) pour l'énergie, et *Independent Water Producer* (IWP) pour l'eau. En parallèle, la promotion d'un segment hors-réseau valorise des technologies innovantes portées par des start-ups et entreprises à impact de la mouvance des marchés dits *Bottom of Pyramid* (Baron et al. 2019 ; Trompette et Cholez, 2023), avec des mini-réseaux, kits solaires et technologies de traitement de l'eau (Misra et Kindgom 2019 ; Ojong, 2022). La révolution numérique et la promotion de la microfinance stimulent de nouveaux partenariats multisectoriels. L'ensemble de ces acteurs mettent en avant leur responsabilité sociale et écologique tout en explorant des positionnements capitalistiques stratégiques sur ces marchés risqués mais décrits comme à fort potentiel de développement, au vu de la croissance de la population non desservie et du soutien des bailleurs.

Dans ce cadre institutionnel renouvelé, les configurations de l'offre de b&s-ess englobent désormais une pluralité d'acteurs, de systèmes sociotechniques (réseaux, systèmes autonomes, mini-réseaux décentralisés), de paiement (prépaiement, forfait mensuel, compteur, etc.), de commercialisation (service, leasing ou achat) et de modes de gestion (autogestion déléguée, monitoring à distance), ainsi que de régimes de régulation (public, privé, coopérative, hybride). Dans le même temps, l'invocation constante des statistiques de l'accès, que ce soit pour sanctionner leur stagnation ou célébrer leur progression, ne dit rien des variations considérables des modes de fourniture, ni des inégalités de prix et de service que ces offres engendrent.

**La recherche doctorale vise à analyser le développement de ces nouvelles configurations marchandes encouragées par les politiques d'accès dans les secteurs de l'eau et de l'électricité.** Elle s'intéresse à l'activité des acteurs de l'offre, et en particulier celle des acteurs du secteur privé qui, à l'échelle internationale, déploient une ingénierie financière, des infrastructures (numériques, bancaires, techniques), des technologies (équipementiers) et des modèles de commercialisation innovants. Elle s'attache à rendre compte de dimensions structurantes des marchés telles que l'intensité capitaliste, la place des sociétés nationales et entrepreneurs locaux au sein des partenariats, les zones desservies et les catégories de consommateurs ciblées, mais également les disparités de niveaux de prix et de service. Elle vise *in fine* à objectiver les inégalités socio-spatiales de l'offre en termes de prix et de service sur des territoires cibles.

Le terrain envisagé est le Sénégal, en considérant différentes échelles territoriales, en milieu urbain, semi-urbain et rural.

### Conditions d'encadrement et inscription institutionnelle

---

Le ou la doctorant.e sera rattaché.e au **LEREPS (Sciences Po Toulouse)**, sous la direction de **Catherine Baron (LEREPS, Toulouse)**, avec le co-encadrement de Pascale Trompette (PACTE, Grenoble). La personne sera basée à Toulouse.

Elle sera accompagnée dans ses travaux par l'équipe de coordination ainsi que les chercheurs impliqués dans le projet ANR. Elle intégrera donc un collectif de recherche et pourra bénéficier de l'appui des compétences et réseaux variés qui le constituent, y compris sur le plan méthodologique (méthodes qualiquanti) ainsi que des coopérations internationales déjà établies.

La personne recrutée bénéficiera d'un **contrat doctoral de 36 mois** ainsi que de financements d'appui pour la réalisation des terrains d'étude au Sénégal. Le projet de thèse prévoit la réalisation d'enquêtes au Sénégal impliquant une présence longue du ou de la doctorant.e sur le terrain.

## Profil du candidat

---

- Le ou la candidat.e doit être titulaire d'un Master 2 en sciences sociales (sociologie, science politique, géographie/aménagement, anthropologie/ethnologie, science économique ou autre discipline croisant ces domaines disciplinaires privilégiés).
- Il ou elle détiendra des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : socio-économie du développement, économie institutionnelle, sociologie économique, sociologie de l'action publique, aménagement de l'espace.
- Une première expérience de recherche sur les terrains des Suds (en particulier l'Afrique) ainsi qu'un intérêt pour les problématiques portées par le projet sont un atout pour la candidature.
- Sont également recommandées : la maîtrise de l'anglais ; la maîtrise de méthodologies qualitatives (entretien, ethnographie) et quali-quantitative (analyse de réseau, analyse textuelle).
- La personne devra faire preuve d'une forte capacité à travailler en équipe et faire preuve d'excellentes capacités rédactionnelles.

## Candidature

---

1. CV
2. Lettre de motivation
3. Copies des relevés de note de M1 et de M2 (note de mémoire incluse)
4. Le(s) mémoires de master 1 et de master 2
5. Tout autre document (articles, rapports, etc.) permettant d'évaluer l'aptitude au travail de recherche et à la conduite d'enquêtes de terrain
6. Une ou plusieurs lettres de recommandation peuvent également être jointes au dossier (facultatif)

Merci de transmettre le dossier de candidature dans un seul document pdf intégrant l'ensemble des documents listés dans l'ordre précisé.

Les candidatures sont à adresser à Catherine Baron ([baron@ut-capitole.fr](mailto:baron@ut-capitole.fr)) et Pascale Trompette ([pascale.trompette@umrpacte.fr](mailto:pascale.trompette@umrpacte.fr)).

Date limite de candidature : **5 Novembre 2024**

Auditions des candidats : entre le 12 et le 20 novembre

Inscription en thèse à École Doctorale Temps, Espaces, Sociétés, Cultures (TESC), UT2J (<https://tesc.univ-tlse2.fr/>) et début du contrat doctoral au plus tard le 15 janvier 2025.